

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### NUMERO SPECIAL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER  
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 168  
N° 56 - Numera Taac**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 2  
no Tetepa 2019

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 492 DMME/BRHT/jc du 2 septembre 2019 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Jean-François Tanneau, directeur régional des douanes de Polynésie française, à compter du 1er septembre 2019 .....	7460
Arrêté n° HC 493 DMME/BRHT/jc du 2 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Edouard Weber, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française .....	7461
Arrêté n° HC 494 DMME/BRHT/jc du 2 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française .....	7462

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 492 DMME/BRHT/jc du 2 septembre 2019 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Jean-François Tanneau, directeur régional des douanes de Polynésie française, à compter du 1er septembre 2019.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-858 du 16 septembre 1970 portant transfert au ministre de l'économie et des finances des attributions du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer en ce qui concerne les services des douanes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2017 portant mutation de M. Didier Martinez, directeur des services douaniers de 1re classe, en qualité d'adjoint au directeur régional des douanes de la Polynésie française, à compter du 1er août 2017 ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2018 portant mutation de M. Jean-Michel Manzoni-Barrioz, inspecteur principal de 2e classe des douanes et droits indirects, en qualité de chef du pôle orientation des contrôles au sein de la direction régionale des douanes de la Polynésie française, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2018 portant mutation de Mme Anne-Laure Bardet, inspectrice principale de 2e classe des douanes et droits indirects, en qualité de cheffe du pôle gestion des ressources humaines (GRH) et logistique à la direction régionale des douanes de Polynésie française, à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2019 portant mutation de M. Jean-François Tanneau, administrateur des douanes et droits indirects, en qualité de directeur régional des douanes de Polynésie française, à compter du 1er septembre 2019 ;

Vu la convention n° 85-001 ET du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service des douanes ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er septembre 2019, délégation de signature est donnée à M. Jean-François Tanneau, directeur régional des douanes de Polynésie française, à l'effet de signer les actes suivants, tous documents y compris les décisions, relatifs à l'administration et à la gestion du personnel placé sous son autorité, et notamment :

- les décisions d'affectation des agents ;
- les décisions de congé, y compris celles relatives aux congés administratifs et aux permissions exceptionnelles d'absence ;
- les ordres de déplacement et les réquisitions correspondantes.



Art. 2.— Délégation de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué est donnée à M. Jean-François Tanneau, directeur régional des douanes de Polynésie française, pour les actes suivants :

- l'engagement juridique, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses relevant de la compétence du service des douanes imputables sur les crédits délégués du budget 207, ministère des finances et des comptes publics ;
- programme 302 "facilitations et sécurisation des échanges", titres 2, 3 et 5, à l'exclusion des dépenses relatives aux acquisitions immobilières, travaux de constructions, rénovations et embellissements immobiliers et des dépenses de titre 6 ;
- programme 218 "conduite et pilotage des politiques économique et financière" destiné au service des douanes (BOP 218 RBC), à l'exclusion des dépenses relatives aux acquisitions immobilières, travaux de constructions, rénovations et embellissements immobiliers et des dépenses de titre 6 ;
- l'émission des titres de perception en reversement d'indus.

Sont, en outre, exclus de la délégation de signature :

- les actes d'engagement des marchés de l'Etat ou de leurs avenants dont le montant est supérieur ou égal à *deux cent vingt-huit mille six cent soixante-quatorze euros* (228 674 euros) ;
- les conventions conclues avec les collectivités territoriales ;
- les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François Tanneau, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Didier Martinez, directeur des services douaniers de 1<sup>er</sup> classe, adjoint au directeur régional des douanes de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Jean-François Tanneau et Didier Martinez, la délégation de signature sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Anne-Laure Bardet, inspectrice principale de 2<sup>e</sup> classe des douanes et droits indirects, cheffe du pôle GRH et logistique et M. Jean-Michel Manzoni-Barrios, inspecteur principal de 2<sup>e</sup> classe des douanes et droits indirects, chef du pôle orientation des contrôles.

Art. 4.— En application de l'article 33 du décret du 23 mars 2007 susvisé, M. Jean-François Tanneau, directeur régional des douanes de Polynésie française, peut, sous sa responsabilité, donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation aux agents placés sous son autorité pour les matières relevant de leurs compétences.

M. Jean-François Tanneau rend compte des subdélégations données dans ce cadre.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur régional des douanes de Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 septembre 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 493 DMME/BRHT/jc du 2 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Edouard Weber, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16DG10154400007 du 3 juin 2016 affectant M. Matthieu Le Quenven, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des affaires maritimes en qualité d'adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française à compter du 1<sup>er</sup> août 2016 ;

Vu l'arrêté n° 16DG1012700005 du 9 août 2016 affectant M. Frédéric Rolin, inspecteur des affaires maritimes en qualité d'adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 ;

Vu l'arrêté n° ENV-3330 du 10 juillet 2019 affectant M. Edouard Weber, administrateur en chef de 2<sup>e</sup> classe des affaires maritimes en qualité de chef du service des affaires maritimes de Polynésie française, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;

Vu l'arrêté n° ENV-6705 du 5 août 2019 nommant et reclassant Mme Bianca Lestrade au grade de secrétaire d'administration et de contrôle de classe normale du développement durable ;

Vu l'arrêté n° 316 DAF/PERS du 30 septembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Simon Abi Saab, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Edouard Weber, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les actes suivants :

- tous actes et correspondances nécessaires au fonctionnement du service et à l'exercice de ses attributions, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances de principe avec les élus et les administrations centrales ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement imputables sur le budget de l'Etat du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie :
  - programme 205 "sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture", titres 3, 5 (à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble) et 6 ;
  - programme 217 "conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer" :
    - titre 2 "dépenses de personnel" concernant les agents affectés au service des affaires maritimes ;
    - titre 3 "politique et programmation de l'immobilier et des moyens de fonctionnement" ;
    - titre 6 "action européenne et internationale".

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Edouard Weber, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- M. Simon Abi Saab, inspecteur principal des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;
- M. Matthieu Le Quenven, administrateur 1re classe des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;
- M. Frédéric Rolin, inspecteur des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 2.— Délégation de signature est également consentie à Mme Bianca Lestrade, secrétaire d'administration et de contrôle de classe normale du développement durable pour la création et la validation des expressions de besoins ainsi que la saisie des constatations de service fait dans l'outil Chorus-formulaire pour les dépenses du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service des affaires maritimes, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 septembre 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 494 DMME/BRHT/jc du 2 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Raymond Yeddou, sous-préfet hors classe, en qualité de chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2017 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche nommant M. Pierre Labrosse, docteur en biologie et écologie marine, délégué territorial à la recherche et à la technologie en Polynésie française, à compter du 1er juin 2017 ;



Vu l'arrêté n° S3/2017/07/24/5406 du 24 juillet 2017 portant mutation de M. Pascal Helie, ingénieur des systèmes d'information et de communication, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité d'adjoint au chef du service des systèmes d'information et de communication et responsable du pôle technique, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu l'arrêté n° MCC-23515 du 4 janvier 2018 portant affectation de Mme Estelle Berruyer, inspectrice et conseillère de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle au haut-commissariat de la République en Polynésie française en qualité de chargée de mission culture à compter du 15 février 2018 ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2018 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Christophe Deschamps, sous-préfet hors cadre, en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 du ministère de l'intérieur portant mutation de M. Frantz Pelmar, technicien des systèmes d'information et de communication de classe supérieure, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de technicien en télécommunication à partir du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de Mme Cécile Zaplana, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, en outre cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° U10513730030905 du 2 août 2019 portant mutation de M. Fabrice Pollet, ingénieur hors classe des systèmes d'information et de communication, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de chef du service des systèmes d'information et de communication, à compter du 1er septembre 2019 ;

Vu l'extrait individuel de M. Jean-Claude Gooding de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 4 DMME/BRHT/nt du 9 juin 2018 portant changement d'affectation de M. Pierre Giordanino, agent non fonctionnaire de l'administration de l'Etat de 1re catégorie ;

Vu la décision n° HC 450 DMME/BRHT/A du 13 août 2019 portant nomination de M. Frantz Pelmar, technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de responsable du pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication, à compter du 12 août 2019 ;

Vu la décision n° HC 456 DMME/BRHT/tb du 13 août 2019 portant nomination de M. Jean-Claude Gooding, agent non fonctionnaire de l'administration de l'Etat de 2e catégorie, en qualité d'adjoint au responsable du pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances, documents relevant des attributions de l'Etat, et notamment les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues dans l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisé.

Art. 2.— Cette délégation de signature ne s'applique pas au pouvoir de réquisition de l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française, exercé uniquement par le haut-commissaire.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat et cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;
- M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;
- M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 4.— Délégation de signature est également consentie à M. Fabrice Pollet, chef du service des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes internes relatifs au fonctionnement du service des systèmes d'information et de communication ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307 - Polynésie française - administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - l'UO 216 - conduite et pilotage des politiques de l'intérieur - dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - le BOP 161 - sécurité civile - dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;

- l'UO 176 - commandement, soutien et logistique - dans le champ de compétences du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice Pollet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pascal Helie, adjoint au chef du service des systèmes d'information et de communication, responsable du pôle technique.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Fabrice Pollet et Pascal Helie, la délégation de signature qui est consentie à M. Fabrice Pollet sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pierre Giordanino, adjoint au responsable du pôle technique au service des systèmes d'information et de communication.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice Pollet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans la limite de ses attributions par M. Frantz Pelmar, responsable du pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication, pour les actes internes relatifs au fonctionnement du pôle transmissions (congés et autorisations d'absence, tableau du tour de service et certification du service fait sur les états d'heures supplémentaires).

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Fabrice Pollet et Frantz Pelmar, la délégation de signature qui est consentie à M. Frantz Pelmar sera exercée dans les mêmes conditions par M. Jean-Claude Gooding, adjoint au responsable du pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication.

Art. 5.— Délégation de signature est également consentie à M. Pierre Labrosse, délégué territorial à la recherche et la technologie en Polynésie française, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les actes relatifs aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés et correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou à l'administration de la Polynésie française et ses établissements publics ;

- l'engagement juridique et la liquidation des crédits du ministère 238, dans la limite de la dotation des crédits de la délégation territoriale à la recherche et à la technologie, programme 172 - recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ;
- les protocoles d'accueil de chercheur ou enseignant-chercheur étranger.

Art. 6.— Délégation de signature est également consentie à Mme Estelle Berruyer, chargée de mission culture au sein du haut-commissariat, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les notes et correspondances courantes à l'exception de celles comportant des courriers aux ministères ;
- les engagements juridiques et les pièces justificatives d'ordonnancement et de liquidation inférieurs à 16 760 euros pour le titre 3 et inférieurs à 25 140 euros pour les titres 5 et 6 des programmes suivants :
  - 123 "Conditions de vie outre-mer" du Fonds d'échanges artistiques et culturels (FEAC) ;
  - 131 "Création" ;
  - 175 "Patrimoines" ;
  - 180 "Presse et médias" du Fonds de soutien aux médias d'information sociale et de proximité (FSMISP) ;
  - 224 "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture" ;
  - 334 "Livres et industries culturelles" du ministère de la culture.

Sont exclus de sa délégation de signature, les ordres de réquisition du comptable public et les dépenses liées à l'exécution des contrats de développement.

Art. 7.— L'arrêté n° HC 412 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, est abrogé.

Art. 8.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

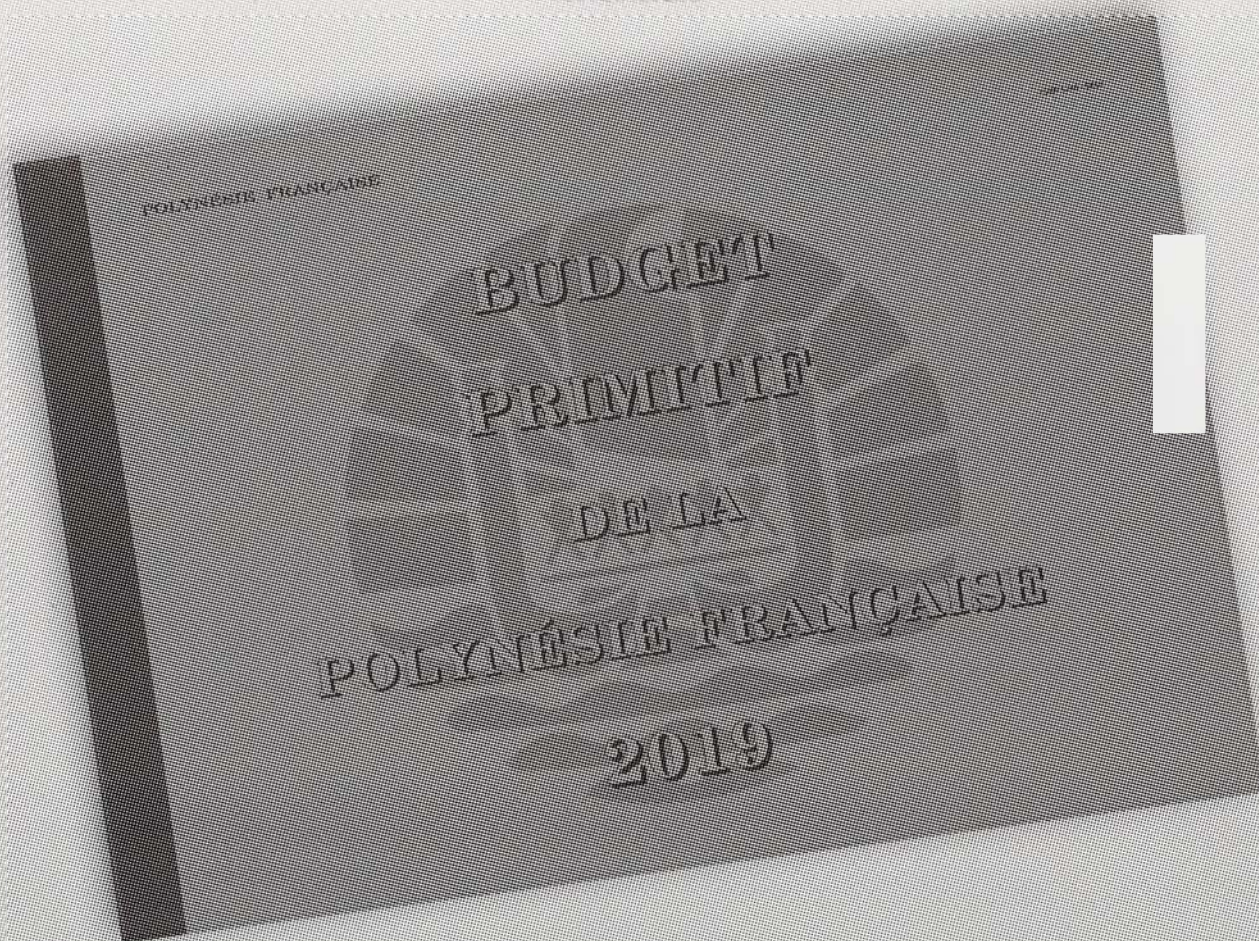
Fait à Papeete, le 2 septembre 2019.  
Dominique SORAIN.



**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

**Le livre**  
**BUDGET PRIMITIF**  
**DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**  
**2019**



**est disponible à la vente au tarif de :**

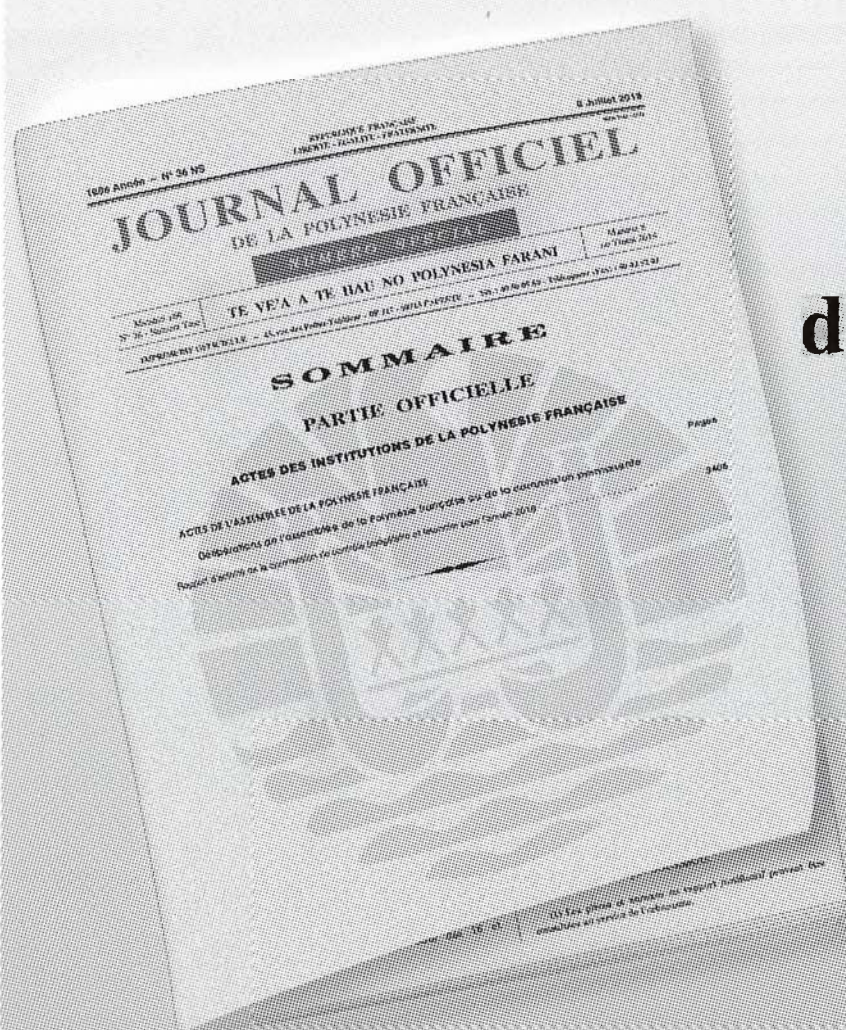
**1 607 F CFP TTC**




**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

# L'Imprimerie Officielle vous informe que le



## Rapport d'activité de la C.C.B.F. pour 2018

(JOPF n° 36NS  
du 8 juillet 2019)

est disponible à la vente  
au prix de 1.449 F CFP TTC